

## RAPPORT INTRODUCTIF

**Louis BERGERON**

De la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> à la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les étapes et les modalités successives de l'industrialisation accélérée qu'ont alors connues l'Europe et l'Amérique du Nord<sup>1</sup> se sont accompagnées de modifications importantes dans les rythmes et les mécanismes de l'urbanisation<sup>2</sup>. Elles ont même affecté la distribution du peuplement : soit que l'industrie se soit emparée de l'habitat rural pour gonfler des villages traditionnels et les faire glisser dans la catégorie des bourgs et petites villes ; soit qu'elle ait créé pour ses besoins des établissements humains nouveaux : elle prit alors en quelque sorte le relais d'une colonisation agricole qui parvenait dans le même temps à son terme, à l'issue d'une progression millénaire, mais d'une manière qui devait se révéler (à nos yeux de témoins d'une phase de désindustrialisation) beaucoup plus éphémère, beaucoup moins massive, bien plus localisée. Cette colonisation industrielle s'est exprimée notamment à travers la formation des "villages ouvriers" qui sont l'objet de ce colloque - un phénomène, en fin de compte, bien plus répandu que celui de la création de toutes pièces de "villes industrielles" au sens de villes nées d'une industrie et n'ayant dépendu que d'elle pour leur croissance.

Cette catégorie très particulière d'établissements humains a suscité depuis une vingtaine d'années nombre d'études monographiques, qui, pourtant, n'autorisent pas encore à ce jour l'écriture d'une synthèse ni même la mise en place d'une typologie - encore que des réflexions telles que celles suscitées par le Colloque de Guise puissent avoir la prétention de rendre cette démarche moins prématurée. Il apparaît, en effet, qu'en dépit de caractères morphologiques communs, les villages ouvriers diffèrent notablement d'un pays, d'une période, d'une branche d'industrie, d'une entreprise même à l'autre. Du reste, leur similarité est aussi peu tangible que celle imputée un peu facilement à l'ensemble des pratiques et institutions sociales d'inspiration patronale sur lesquelles on jette trop vite le

---

<sup>1</sup> On laisse volontairement de côté dans ce rapport des pays de l'Amérique latine tels que le Mexique, le Brésil ou l'Argentine, qui devraient cependant entrer dans notre réflexion. Cf., à titre d'exemple, Olga PATERLINI DE KOCH, *Pueblos azucareros de Tucuman, 1987*

<sup>2</sup> Sur les problèmes généraux des rapports industrialisation/urbanisation, voir en particulier les contributions de Marcel RONCAYOLO dans *Histoire de la France urbaine* (sous la direction de Georges Duby), t. IV et V.

Egalement :

. Louis BERGERON et Marcel RONCAYOLO, *De la ville pré-industrielle à la ville industrielle. Essai sur l'historiographie française*, Quaderni Storici

. Louis BERGERON, Carlo OLMO et Marcel RONCAYOLO, *Nove Lezioni di storia della città*, Torino, Celid, 1986.

manteau du "patronage" ou du "paternalisme". Le titre même de notre Colloque suggère bien qu'entre autres équivoques pesant sur le concept de "villages ouvriers", il conviendrait de lever celle qui concerne leurs sources d'inspiration, leurs finalités et leur organisation, oscillant entre des visions globales et idéologiques de la société et des politiques d'entreprise très pragmatiques.

Pour y voir plus clair, sans doute n'est-il pas de meilleure procédure que de revenir (même si c'est en remettant nos pas dans ceux d'une cohorte de prédécesseurs) sur le contexte dans lequel les grands types d'usines modernes (la mine, le haut fourneau et la forge, la filature ou le tissage mécanisés, entre autres) ont eu à fixer leur implantation et à garantir les conditions de leur fonctionnement, et de suivre naturellement, sur un siècle et davantage, l'évolution de ce contexte.

Aux impératifs du relief, du climat, du sol ou de la nappe phréatique familiers aux populations historiques qui ont assuré la colonisation de l'espace rural, répondent dans le cas de l'industrialisation moderne les contraintes non moins radicales, et plus étroitement localisées, de la présence des ressources du sous-sol, de l'existence de fractions encore captables de l'énergie hydraulique, de la disponibilité du bois ; ou encore celles, plus souples, de l'approvisionnement en fibres textiles, végétales ou animales. Le déterminisme physique ou économique a ainsi engendré, pour une part au moins, des exploitations industrielles, une géographie qui pouvait se trouver largement étrangère à celle de l'aménagement antérieur de l'espace cultivable comme à celle, corrélative, du semis de l'habitat et des hommes. L'entreprise industrielle moderne, dès ses origines relativement puissante et concentrée, a dû réaliser à bref délai la conjonction indispensable entre les sites d'exploitation et la réunion de la main d'œuvre requise pour cette exploitation ; une main d'œuvre principalement masculine (hors du textile), dont le drainage constituait donc ce que j'appellerai la contrainte n°2. L'industrie a donc déplacé des populations rurales dans un rayon de recrutement variant en fonction des structures démographiques, économiques et sociales de l'environnement : c'était l'amorce d'une mobilisation qui devait provoquer, on le sait, des migrations pouvant aussi bien se limiter à quelques lieues que se déployer sur des centaines, voire des milliers de kilomètres.

C'est ici qu'intervient la contrainte n°3 : rien ne sert d'avoir mis les hommes en mouvement si on ne peut ensuite, telle une clientèle, fidéliser leur force de travail. L'entreprise industrielle à l'âge moderne (mais les métiers urbains à l'âge des corporations n'avaient-ils pas connu des problèmes comparables ?) a dû affronter sans échappatoire possible la dialectique du déracinement/réenracinement, de la mobilisation/stabilisation des travailleurs, tant il est vrai que la rencontre heureuse sur les mêmes lieux de tous les facteurs de production fut loin de constituer la majorité des cas. En dehors même des flux migratoires polarisés par les grandes villes, l'industrie nouvelle dans sa dissémination géographique provoquait l'éclatement partiel de sociétés paysannes, de communautés villageoises et familiales. Qu'avait-elle à offrir pour reconstruire ce qu'elle avait contribué à déstructurer ? D'entrée de jeu l'entrepreneur avait à remplir, dans son cas particulier, des fonctions ressortissant à ce que l'on ne devait appeler que beaucoup plus tard "l'ingénierie sociale".

Le premier élément de la stabilisation de la main d'œuvre, au-delà du salaire (sur un marché du travail et dans un système de relations qui ne laissa pendant longtemps au salarié guère d'autre alternative que la soumission ou la fuite), c'était évidemment le logement. L'offre d'hébergement, jusqu'à ce que des municipalités ou des législations d'Etat s'en soient mêlées<sup>3</sup>, ne pouvait venir que de deux partenaires : la spéculation issue d'un micro-capitalisme local, ou l'initiative, également privée mais beaucoup plus directive et structurante, de l'entreprise elle-même. La première hypothèse était concevable dans les cas où les implantations industrielles pouvaient prendre appui sur un environnement antérieurement constitué, sur des villages ou sur des bourgs disposant d'une certaine capacité d'accueil ou de développement. Mais la seconde avait toutes chances de s'imposer dans de nombreux cas au patronat, *volens nolens* : elle signifiait une intervention hors de la sphère du travail, gagée par des investissements supplémentaires non directement productifs, mais qui, en revanche, pouvait présenter des avantages considérables du point de vue de la maîtrise sociale de la production, englobant à la fois le contrôle des lieux de travail et celui du cadre de la vie domestique.

Le rapport unissant la productivité du travail et les conditions de la vie quotidienne des ouvriers a de bonne heure sauté aux yeux des industriels ; à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle certains d'entre eux ont même conçu l'idée que l'accroissement de cette productivité pouvait dépendre d'un effort patronal supplémentaire pour améliorer la qualité de cette vie. Loger au plus près l'ouvrier, "de l'autre côté de la rue" ou dans les interstices du tissu usinier, et si possible moyennant un loyer avantageux (qui assurait en même temps un rendement minimal à l'investissement patronal) était le moyen d'éliminer la contradiction entre régularité et efficacité du travail journalier d'une part, et fatigue de longs déplacements s'ajoutant à celle de lourds horaires. Il valait la peine, au moins à l'égard des plus fidèles ou des plus qualifiés, de consolider le "noyau dur" du personnel en l'aidant à trouver un domicile stable. Mais le logement ouvrier se chargeait d'une signification morale dont la portée dépassait un calcul économique immédiat. Un toit, un foyer, c'était aussi le support d'une cellule familiale, où la présence d'une femme et d'enfants constituait la meilleure des incitations à une vie vertueuse en même temps qu'elle garantissait la reproduction de la force de travail au service de l'entreprise. L'ouverture de deux options - location ou propriété - du reste souvent offertes simultanément, orientait vers l'émergence d'une classe intermédiaire de salariés-propriétaires, esclaves de l'épargne en même temps que nouveaux piliers de l'ordre social. Indépendamment de toutes les autres institutions entrant dans la pratique patronale précoce (première moitié, en tout cas deuxième quart du XIX<sup>e</sup> siècle) de l'accompagnement du salaire, le logement ouvrier engageait bien les entreprises dans la construction d'un modèle de société dont elles étaient le cœur, et où il jouerait un rôle essentiel de stabilisation géographique et d'harmonisation sociale. Ne concrétisait-il pas l'émergence d'un nouveau type de communauté, tôt ou tard appelée à se transformer en municipalité, mais en tout cas d'essence purement industrielle, et dotée d'une structure tripartite parfaitement lisible dans la topographie et l'architecture : l'usine, la demeure patronale, les habitations ouvrières ?

---

<sup>3</sup> Sur ce thème voir notamment l'importante étude de Susanna MAGRI et Christian TOPALOV, *Reconstruire : l'habitat populaire au lendemain de la première guerre mondiale*. Etude comparative France, Grande-Bretagne, Italie, Etats-Unis", Archives européennes de sociologie, XXIX (1988), pp. 319-370.

"Modèle", "type" : ne soyons pas abusés par les pentes naturelles de notre vocabulaire, dans le souci d'expliquer et de convaincre. Il en a existé des variétés aussi nombreuses que les traditions nationales, les époques et les besoins propres des industries concernées peuvent le laisser attendre. D'autre part, l'achèvement, la sophistication du village ouvrier ont été fonction aussi de la puissance des entreprises, de la conviction inégale des patrons d'avoir à endosser les responsabilités d'un nouvel urbanisme, de la conjoncture sociale et idéologique enfin, qui, à certains moments critiques, a pu persuader de l'urgence de systématiser et de généraliser l'encadrement de populations ouvrières dont il s'agissait, en somme, de faire le bonheur malgré elles, et de presser d'entrer dans le système des valeurs patronales elles-mêmes.

Entre fixation et séduction, le village ouvrier s'est donc progressivement enrichi, évoluant du simple dortoir vers l'offre d'un habitat avec jardin plus confortable et plus attrayant, puis vers celle de toutes les commodités qui permettaient, en somme, d'y vivre sans avoir besoin ni envie d'en sortir, pour inclure finalement des éléments de planification et des équipements de loisir et de culture qui le rapprochaient du genre de vie urbain - comme s'il s'agissait, en fait, d'assurer son autonomie à l'égard de la ville la plus proche, et au besoin contre elle.

Ainsi les villages ouvriers procurent-ils une illusion d'optique : celle de tous se ressembler, parce qu'ils participent tous à des degrés variables à une identité d'objectifs, alors qu'ils sont tous différents, en dépit de la circulation de certains modèles (celui de Mulhouse, ou celui de la cité-jardin) et des emprunts et imitations à l'échelle internationale<sup>4</sup>. Aujourd'hui, ils partagent à n'en pas douter d'autres traits communs. Celui, d'abord, de prendre la mesure de leur fragilité, de leur caractère d'"ouvrages de circonstance" trop étroitement liés au destin d'implantations industrielles frappées de caducité. Celui, aussi, de courir le risque à plus ou moins court terme de ne survivre, comme monuments du patrimoine industriel, que dans la mesure où ils ont été fortement marqués par une pensée planificatrice, par le luxe inhabituel d'une intervention de type urbanistique et/ou architecturale. Ainsi sommes-nous menacés de ne plus retenir de ce passé, dans une vision nécessairement faussée, qu'un catalogue de "hauts lieux" : de New Lanark à la "Combe des Mineurs" du Creusot, de la cité de Noisiel à la colonia Güell ou au "quartiere operaio Alessandro Rossi" à Nuova Schio... Le travail de l'historien sur le patrimoine des villages ouvriers, comme sur celui des bâtiments industriels, doit être précisément de rétablir de plus justes perspectives, par l'inventaire et l'analyse de tous les témoignages d'un caractère plus commun et plus discret.

Sans empiéter aucunement sur les communications figurant au programme du Colloque, je voudrais préciser quelques points d'une présentation trop théorique ou trop allusive, en prenant des repères différents.

---

<sup>4</sup> Circulation notamment assurée grâce à E.MULLER et E. CACHEUX, *Les habitations ouvrières en tous pays, situation en 1878, avenir* (1879), ouvrage publié à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris.

En France, c'est peut-être l'émergence de la grande entreprise Japy<sup>5</sup> qui offre le meilleur exemple, à l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle, du souci et de la volonté patronale de recréer autour du chef d'entreprise une communauté de vie autant que de travail qui soit un véritable substitut de la famille traditionnelle, et dans un esprit de soumission religieuse au père-patron. Même si l'on peut retrouver beaucoup plus tard des accents analogues dans le comportement de certains patrons chrétiens sociaux tels que Léon Harmel<sup>6</sup>, il faut bien voir que Japy, qui empruntait à une inspiration réformée de provenance germanique et bien ancrée dans un pays proche des trois frontières, n'a pas fondé une tradition française, et que, par ailleurs, la réunion en une seule maisonnée n'annonce pas la forme du village ouvrier. Ses héritiers cependant, en fondant Beaucourt<sup>7</sup>, devaient accréditer cette formule dans la France de l'Est et la perfectionner au fil des temps. La Combe des Mineurs si bien mise en évidence aux temps héroïques de l'Ecomusée du Creusot possède, certes, des droits d'antériorité dans l'histoire du logement ouvrier, mais n'a pas eu de force génératrice, appartenant localement à la période pré-Schneider du développement de l'une des rares "villes industrielles" françaises authentiques<sup>8</sup>. Il est superflu de s'attarder sur le cas bien connu, et si célèbre, dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, de la Cité ouvrière de Mulhouse, avant de bénéficier dans les quinze dernières années de recherches particulièrement savantes<sup>9</sup> ; en gestation dès 1830 et pour une vingtaine d'années, elle a, par la suite, fait école et l'on a récemment démontré que les premiers sans doute à prendre modèle sur Mulhouse avaient été les Scrive, filateurs de laine peignée à Marcq-en-Baroeul, en 1854<sup>10</sup>.

Mais il convient d'observer, qu'au cours d'un développement pluri-décennal, la Cité de Mulhouse avait évolué en un quartier urbain de grande ville (à l'échelle française du moins, et compte tenu de l'aspect persistant de petite capitale provinciale de la ville en question). De même la cité Scrive s'inscrit-elle finalement dans un processus d'urbanisation d'une localité rurale de la banlieue lilloise, dont les analogues se retrouveraient en bien d'autres points de ladite banlieue. Notons au passage les enseignements particulièrement clairs de l'opération Scrive. Ces derniers avaient préféré offrir l'accession à la propriété (par une sorte de location-vente) alors que la location était l'usage général dans la région du Nord. Ils avaient cependant maintenu la possibilité de la location. L'accession à la propriété correspondait au choix idéologique signalé plus haut,

---

<sup>5</sup> Pierre LAMARD, *Histoire du capital familial Japy, 1777-1910*, Montbéliard, Société belfortaine d'émulation, 1988.

<sup>6</sup> Abbé R. TALMY, *L'association catholique des patrons du Nord, 1884-1895*, Lille, 1962

<sup>7</sup> Bernard LARDIERE, *Beaucourt-Japy : du village à la ville*, Actes du IV<sup>e</sup> Colloque sur le patrimoine industriel, Beauvais 6-7-8 octobre 1982, Publications de l'Ecomusée du Beauvaisis.

<sup>8</sup> Sur Le Creusot et l'urbanisme Schneider, voir Christian DEVILLERS et Bernard HUET, *Le Creusot. Naissance et développement d'une ville industrielle 1782-1914*, préf. de L. Bergeron. Coll. "Milieux", Champ Vallon, Seyssel, 1981. - Jean-Pierre FREY, *Le Creusot. Société et urbanistique patronale*. 1. Gestion de la main d'œuvre et réorganisation des pratiques de l'habiter 1870-1930. Pa-ri-s, Institut de Sociologie Urbaine, 1982.

<sup>9</sup> Tout un ensemble de travaux de Stephan JONAS

<sup>10</sup> Stephan JONAS, *Bulletin d'Histoire de la Ville de Mulhouse*, 1987/3.

celui de contraindre l'ouvrier à une épargne-logement moralisatrice. Mais les ouvriers (partenaires longtemps silencieux mais effectifs des politiques patronales !) refusèrent tous l'achat, firent des économies grâce aux prix très bas de location qui leur étaient offerts, et au bout d'un certain temps quittèrent la cité pour acheter plus loin un bout de terrain et y faire construire (alors qu'à Mulhouse la somme mensuelle unique payée par les occupants englobait le loyer plus une fraction de remboursement anticipée). Au moins restait-il à la cité Scrive le mérite d'avoir indirectement contribué d'une façon non concertée à l'urbanisation de Marcq...

À l'époque de l'initiative prise par les Scrive, ces derniers avaient le choix, pour le modèle de la maison unifamiliale, entre des formules offertes par Mulhouse certes, mais aussi bien antérieurement par l'Angleterre, patrie du cottage vulgarisé par la traduction du livre d'Henry Robert<sup>11</sup>. Il est superflu, également, de revenir sur le caractère fondateur des solutions spatiales et architecturales mises au point en Angleterre. En revanche il importe sans doute de rappeler que ce pays a suivi des voies multiples. Dans l'Angleterre des Midlands et du Nord a prévalu l'expansion de petits centres industriels préexistants. C'est à l'Écosse qu'appartient l'expérience de New Lanark. Le Sud du Pays de Galles n'est pas moins original. Une étude récente<sup>12</sup> montre qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle les hauts fourneaux durent s'installer dans des vallées pratiquement vides, allant à la rencontre de puissantes veines de charbon qui venaient providentiellement relayer l'épuisement forestier. Merthyr Tydfil passa de 1750 à 1850 de quelques centaines d'habitants à 50 000, apparaissant alors aux visiteurs comme "a town of workmen's houses" ou "like a vision of hell" : parties du voisinage direct des hauts fourneaux, présents par dizaines, les maisons ouvrières s'accumulèrent sur les pentes ; une densification excessive de l'occupation des logements, l'absence d'équipements sanitaires finirent par créer les conditions d'une parfaite insalubrité, signalée dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle par une mortalité infantile très élevée et par les ravages du choléra et de la typhoïde. Or la construction de l'habitat ouvrier fut laissé ici entièrement à l'initiative et au capital privés ; les maîtres de forges (on était ici aux antipodes d'une implantation industrielle dominée par une entreprise unique) se préoccupèrent plutôt, à partir des années 1820, de marquer leur différence et leur prééminence par la construction de manoirs d'un luxe provocant, tel Cyfarthfa Castle édifié en 1824 par William Crawshay II.

Moins étudié jusqu'ici que son homologue britannique, le logement ouvrier américain de la Nouvelle Angleterre<sup>13</sup> offre en revanche dès les 1820 une grande variété de cas de figure. On parle pour cette époque de *mill towns*, directement liées au boom de l'industrie textile ; le terme de *company towns* appartient pour sa part à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, désignant "a

---

<sup>11</sup> H. ROBERTS, *The dwelling of the Labouring Classes*, London 1850, traduit la même année sous le titre : *Des habitations des classes ouvrières*, Gide et Baudry Editeurs, Paris, 1850.

<sup>12</sup> Bruce THOMAS, *Merthyr Tydfil and Early Ironworks in South Wales*, in John GARNER, ed. (voir note 14).

<sup>13</sup> Richard M. CANDEE, *Early New England Mill Towns of the Piscataqua River Valley*, *ibid.*

settlement built and operated by a single business enterprise"<sup>14</sup> et s'appliquant pour commencer aux campements miniers des Appalaches - établissements groupés à proximité du lieu de travail et éloignés des autres établissements humains. La définition convient pourtant parfaitement déjà à la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, à cette micro-urbanisation contrôlée dès le départ par le patronat des filatures dont l'établissement est rigoureusement commandé dans sa localisation par la présence des *falls*, omniprésentes dans la toponymie américaine. Ces *industrial villages* s'enrichissent progressivement de tous les équipements matériels ou spirituels indispensables. Dans la première phase de ce développement industriel, qui est antérieure à l'amplification de l'immigration d'origine irlandaise ou franco-canadienne, un type particulier de logement ouvrier d'initiative patronale est représenté par les pensions pour jeunes filles issues des familles d'agriculteurs de la région, dont l'emploi constituait une méthode originale de combinaison entre la nécessité de trouver la main d'œuvre indispensable, et le souci de ne pas déstabiliser une société rurale qui était un véritable paradigme de la jeune république américaine.<sup>15</sup>

Le mouvement de création des *company towns* arrive à son point de réalisation idéale dans les années 1880 aux Etats-Unis, avec l'expérience de Pullman City ; en dépit du sanglant démenti qui lui est infligé par la grève de 1894, le mouvement continue au début du XX<sup>e</sup> siècle (par exemple à Gary, sur les rives du Lac Michigan, créée de toutes pièces en 1906 par l'U.S.Steel.) En Europe, ce sont les années 1870-1930 qui sont les plus riches en créations, et ce n'est certainement pas un hasard. Sans doute, dans le cas de la France par exemple, une explication est-elle à rechercher dans le fait que cette période a été celle du plus grand développement des bassins houillers, ferrifères et sidérurgiques, dont les entreprises ont dû s'adapter aux conditions locales, pratiquer une importation systématique de la main d'œuvre, et par suite consentir un effort considérable de fixation des ouvriers à proximité du puits de mine ou du haut fourneau. Mais tout autant qu'à l'efficacité économique du logement, le patronat français est dans cette phase persuadé de son importance politique et morale, sous l'effet de la conjoncture sociale comme sous la pression accrue de l'idéologie.

La conjoncture sociale, c'est la montée, depuis la fin du Second Empire jusqu'aux années de consolidation de la Troisième République, d'une inquiétude patronale qui, au-delà des souvenirs de Juin 1848 ou de la Commune de Paris, s'alimente au spectacle des progrès de l'organisation ouvrière et de la propagande socialiste. Chez les catholiques sociaux de la nouvelle génération comme chez les observateurs et analystes de la bourgeoisie cultivée qui portent le mouvement laïque de la réforme sociale, la conviction grandit que les patrons, dans une insuffisante conscience de leurs responsabilités en tant que pivots de la paix sociale, n'ont fait jusqu'alors ni assez ni assez bien. En attendant que les attitudes évoluent plus radicalement, nombreuses sont les voix qui recommandent de rétablir avec les salariés un dialogue moins inégalitaire, et de montrer que les détenteurs du capital

---

<sup>14</sup> John GARNER, *Company Towns : Architecture and Society in the Early Industrial Age*, Oxford University Press, New York, 1992.

<sup>15</sup> François WEIL, Thèse de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1991.

sont capables de dépenser plus pour améliorer sérieusement les conditions de vie des travailleurs, afin de rendre le "partenariat productif" plus supportable et plus attrayant.

Le logement reste alors, plus que jamais, le levier essentiel d'une telle action. Sans doute parce qu'il peut jouer un rôle déterminant dans l'acculturation ouvrière à un mode de vie citadin, favorisant l'acquisition des valeurs propres à la civilisation industrielle ; en créant un environnement qui se rapproche de l'image de l'ordre bourgeois, on espère favoriser la transmission des valeurs propres à la bourgeoisie et faire la démonstration que le capitalisme moderne est capable d'apporter tout de suite plus que le socialisme ne promet à terme.

Telle est bien l'inspiration de l'action d'Alessandro Rossi construisant entre 1872 et 1888 le quartier de Nuova Schio : il s'agit certes de pallier l'insuffisance de l'offre de logements, mais aussi de concrétiser un modèle idéal d'amélioration des comportements sociaux grâce à l'amélioration du cadre de vie ; sur quelques vingt hectares, l'exécution en est confiée à un architecte de Vicence.<sup>16</sup> Alessandro Rossi connaissait les principales expériences de l'urbanisme industriel en France, en Angleterre, en Belgique, en Allemagne, aux Etats-Unis. Il avait aussi subi l'influence du solidarisme chrétien. Aujourd'hui la municipalité de Schio a reconnu dans ce quartier un site majeur, et planifié sa réhabilitation.<sup>17</sup>

Dans le Nord de la France, alors que les compagnies houillères multipliaient corons et cités dans le bassin minier, la firme cotonnière Thiriez, spécialisée dans le fil, et véritable phare du patronat régional, se lança dans une opération destinée à défier les sirènes de l'anarchie et de la révolution. Opération, du reste, localisée en fonction de l'usine et des acquisitions foncières en bordure d'une agglomération existante, le bourg rural de Loos à proximité de Lille ; la cité ouvrière devenant le moteur de l'urbanisation en même temps que de l'industrialisation de cette commune.<sup>18</sup> L'essentiel des constructions est réalisé d'une part entre 1868 et 1913, d'autre part à partir de 1920. La seconde de ces opérations, effectuée sur les terrains d'un ancien parc, rompt avec la tradition des *row-houses* se faisant face de part et d'autre de rues principales et secondaires ; il s'agit de petits groupes de maisons se distribuant autour de jardins et d'espaces verts, et se distinguant par l'adoption d'un style architectural flamand beaucoup plus attrayant, cependant que quelques immeubles collectifs proposent des appartements à des veufs ou veuves d'ouvriers, ou à de vieux ménages. Le logement est complété par le jardin, qui "donne aux travailleurs de saines et utiles distractions,... fournit à la famille de beaux légumes frais et peu chers, et... détourne les hommes du funeste alcool" ; c'est en somme "le complément vital que tout chef de famille ouvrière devrait posséder ou pouvoir louer" ; l'importance attachée à ce complément est attestée par le fait que l'Association des jardins ouvriers de Loos est présidée par un des Thiriez, administrateur des Etablissements.

---

<sup>16</sup> Daniela MAZZOTTA, *Schio, il recupero des quartiere operaio Alessandro Rossi, Il Coltello di Delfo*, 1992, n°22.

<sup>17</sup> Franco MANCUSO, *Un manuale per Nuova Schio*, Arsenale Editrice di Venezia, 1992.

<sup>18</sup> Nous remercions Madame Odette Hardy-Emery pour l'aimable communication d'un remarquable mémoire préparé sous sa direction et présenté à ce colloque.

Même considéré indépendamment d'un arsenal particulièrement riche d'autres institutions, le logement pour ouvriers et employés tel qu'il a été conçu par les Thiriez exprime dans tous ses détails la volonté de fournir à ceux-ci un habitat décent (et non pas minimal) et, simultanément, de leur inculquer un mode de vie analogue à celui des familles bourgeoises : souci apparent, par exemple, dans la distribution des pièces dans les maisons individuelles, ou dans la qualité urbanistique du quartier ouvrier, qui facilite son intégration à l'environnement cohérent constitué par l'habitat ouvrier, l'usine et l'habitat patronal. S'y retrouve également, d'une manière non moins sensible, la volonté de communiquer les va-leurs familiales et religieuses si fortement vénérées dans l'ensemble du milieu patronal dont les Thiriez participaient, et de faciliter leur transmission aux générations suivantes. Non moins remarquable, enfin, le fait qu'avec l'action de Léon Thiriez, élu maire de Loos en 1925, les objectifs patronaux, jusque là poursuivis au niveau des cités ouvrières, aient été élargis à la dimension de toute la commune, comme s'il s'agissait de démontrer que l'entreprise chrétienne fonctionnait efficacement comme un laboratoire expérimental des solutions propres à garantir à tout le pays la paix sociale, l'harmonie entre partenaires de la civilisation industrielle. Les instruments de cette extension furent alors essentiellement la Société d'Habitations à Bon Marché et les établissements scolaires et d'assistance.

On peut rapprocher de cette expérience celle des villages ouvriers des mines de potasse du Haut-Rhin, dont une récente étude<sup>19</sup> a montré comment, entre 1900 et la seconde guerre mondiale, elle avait valorisé la combinaison des traditions allemande et mulhousienne<sup>20</sup>, dans une réelle continuité. Une série de colonies offrent après 1920 un habitat pavillonnaire gratuit, centré sur des équipements socio-culturels importants, et considéré comme une forme de participation du personnel aux bénéfices de l'entreprise, en services et non pas en numéraire. Ces cités-jardins offrent de larges espaces verts intermédiaires, des jardins d'une surface considérable, des maisons de caractère, une distribution du bâti et de la voirie brisant les alignements. L'habitat est désormais monofamilial, "hautement privatisé", et le logement minimum (3 pièces-cuisine) s'établit à 54m<sup>2</sup>. Ces colonies échappent résolument au réseau local des communes. On a pu parler à propos de ces maisons, aux normes d'habitat social supérieures à ce qu'elles étaient en France et même en Alsace, d'une "stratégie de paix domestiquée : le patronat a visiblement décidé de dépenser beaucoup, beaucoup plus que dans les mêmes années ne va proposer de le faire un Le Corbusier, qui ne craignait pas les pièces de 9m<sup>2</sup>... Le modèle des mines de potasse d'Alsace est donc, semble-t-il, un modèle très avancé en Europe, l'une des meilleures expressions d'une politique de réforme sociale d'inspiration patronale. Ces villages ouvriers, organismes urbanisés en plein espace rural, disposant de tout ce qu'il faut pour mener une vie décentralisée et autonome, mais réellement active, ne représentent pourtant - il faut toujours s'en souvenir - que le point extrême jusqu'où pouvait aller une politique d'entreprise résolue à conserver dans l'apaisement le contrôle total de la main

---

<sup>19</sup> Stephan JONAS, *La fondation des villages ouvriers des mines de potasse du Haut-Rhin (1908-1930) : une solution rhénane et alsacienne particulière de la relation ville-campagne*, Revue des Sciences Sociales de la France de l'Est, numéro spécial.

<sup>20</sup> Sandrine KOTT, *Des philanthropies aux politiques sociales. Solutions françaises et allemandes à la question sociale en Haute-Alsace 1850-1914*. Thèse de l'Université de Paris VII, 1991.

d'œuvre qu'elle se devait de fixer au plus près des sièges d'exploitation. Un point extrême proche d'une utopie sociale, définie unilatéralement sans aucune consultation des bénéficiaires, témoin d'une démarche qui n'allait pas tarder à se situer à contre-courant de l'évolution des idées et des pratiques.

C'est ce qui suggère une conclusion modeste, partielle et provisoire concernant ce que nous allons appeler, pour finir sur une note de terminologie un peu divergente ou restrictive, les colonies industrielles. Il se pourrait bien qu'en dehors de leur intérêt individuel ou typologique propre, ou de leur rôle effectif dans l'allègement des tensions sociales (mais qui nous dira l'histoire des villages industriels vue de l'intérieur, c'est-à-dire du point de vue ouvrier ?), ces colonies doivent plutôt être jugées comme des terrains d'expérience utiles à la résolution progressive (mais jamais achevée, nous sommes bien placés pour le savoir en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle) de problèmes qui finalement dépassent le cadre de l'entreprise et des salariés. Le problème du logement ouvrier n'est pour finir qu'un aspect du problème plus globale du logement populaire, et même de celui des *lower middle classes*, qui n'est plus depuis des décennies seulement un problème social, mais un problème de toute la société, un problème national, nécessitant l'intervention de l'Etat, la concertation avec les organisations ouvrières comme avec les techniciens de l'urbanisme, le dessaisissement progressif de l'entrepreneur-patron qui s'était longtemps voulu le maître absolu de la gestion du problème, d'une façon plus ou moins réaliste et efficace. Cent cinquante ans d'expérimentation sociale à partir du logement ouvrier méritent en tout cas que les témoignages les plus révélateurs parmi ces villages, cités, colonies, etc. bénéficient de la protection attentive des collectivités locales comme des administrateurs du patrimoine.

---

**L'ensemble des actes du colloque est disponible sur le site de l'APIC**

<http://www.patrimoineindustriel-apic.com/>

